

Nutizie di l'Auropa

Les Échos d'Europe

Lettre d'information de l'Antenne de la Collectivité de Corse à Bruxelles

n° 129

À la Une / U primu

SOMMAIRE / SUNTA

À la Une.....1-2

Agenda.....2

Brèves.....2--7

Brexit
Concurrence
Coopération internationale et développement
Éducation, jeunesse, sport et culture
Emploi, Affaires sociales et inclusion
Institutions européennes
Mobilité et Transports
Politique régionale et urbaine
Réseaux de communication, contenu et technologies
Santé et sécurité alimentaire

Appels à propositions.....8-10

Agriculture et développement rural
Éducation, jeunesse, sport et culture
Emploi, affaires sociales et inclusion
Énergie
Justice
Marché intérieur, industrie, entrepreneuriat et PME
Mobilité et transport
Recherche et innovation

Consultations publiques.....9

Bibliothèque.....11-12

Contact:

Antenne de la Collectivité de
Corse à Bruxelles
36, rue Breydel
B-1040 Bruxelles

etc.bruxelles@ct-corse.fr

UNE UNION PLUS AMBITIEUSE

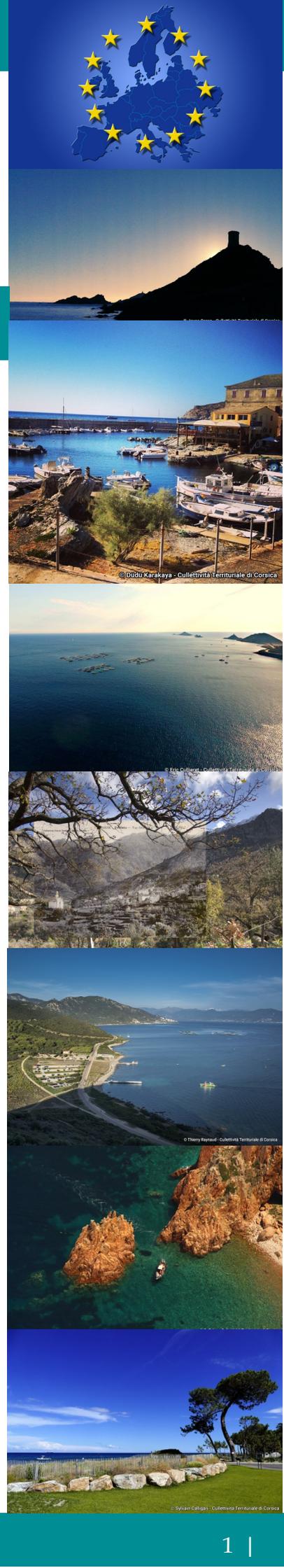


La Commission européenne a publié [son programme de travail pour 2020](#) qui se compose d'une communication générale et d'annexes présentant l'ensemble des [initiatives à venir](#), celles qui seront [modifiées](#) ou [retirées](#). Les propositions de la Commission sont présentées suivant les 6 priorités du nouvel exécutif : le climat, l'économie, le numérique, l'international, la promotion du mode de vie européen et le nouvel élan en faveur de la démocratie.

Le Green deal, un pacte vert pour l'Europe : suite à la présentation de son projet phare, la Commission proposera notamment une législation européenne sur le climat destinée à consacrer en droit l'objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050. Un pacte européen pour le climat associant les régions, les collectivités locales, la société civile, les écoles, les entreprises et les particuliers sera lancé ;

Une Europe adaptée à l'ère du numérique : une nouvelle stratégie européenne en matière de données sera présentée, ainsi qu'une nouvelle stratégie industrielle pour l'Europe et un cadre renforçant le marché unique des services numériques ;

Suite page 2



AGENDA

12 février : SOER 2020: Le rôle de la société civile pour une transition juste (et rapide) vers la durabilité organisée par le CESE, Bruxelles
Plus d'informations [ici](#)

13 février : Conférence sur le financement de la transition vers une économie à faible intensité de carbone et de l'adaptation au changement climatique organisée par le CESE, Bruxelles - Plus d'informations [ici](#)

18 février: Séminaire sur l'Intelligence artificielle et son adoption par les PME dans les chaînes de valeur industrielle organisé par la Commission européenne, Bruxelles - Plus d'informations [ici](#)

18 février : Séminaire d'information sur l'Initiative citoyenne européenne organisé par la Commission européenne, Paris - Plus d'informations [ici](#)

18-19 février : Forum d'investissement de la Convention des maires - Place de marché pour le financement de l'efficacité énergétique, Bruxelles
Plus d'informations [ici](#)

19 février : Conférence sur la pêche récréative dans l'UE : État des lieux, gouvernance, perspectives organisée par le Parlement européen, Bruxelles
Plus d'informations [ici](#)

6 mars : Conférence sur le Green Deal et nouvelle politique industrielle: un nouveau programme pour les industries maritimes organisé par le CdR, Bruxelles - Plus d'informations [ici](#)

18 mars : Conférence de haut niveau « ESPON - la politique de cohésion aujourd'hui et après 2020 » organisée par ESPON, Bruxelles
Plus d'informations [ici](#)

26 mars : Conférence sur « la mobilité intelligente dans le tourisme : Équilibrer le lieu, les personnes et les entreprises dans les paysages européens » organisée par la Région autonome de Sardaigne et NECSTOUR, Cagliari (Italie)
Plus d'informations [ici](#)

30-31 mars : Conférence « AUTOTRAC 2020 : A quoi ressembleront les transports routiers du futur ? » organisée par la Commission européenne, Ispra (Italie)
Plus d'informations [ici](#)

Une économie au service des personnes : outre ses propositions pour une Europe sociale forte (voir article ci-après), la Commission prendra des mesures pour intégrer la double transition numérique et climatique dans un modèle d'économie sociale de marché garantissant l'équité sociale, la durabilité et la croissance économique ;

Une Europe plus forte sur la scène internationale : la Commission élaborera notamment des nouvelles stratégies pour coopérer en Afrique et dans les Balkans occidentaux et travaillera en faveur de l'ouverture de négociations d'adhésion avec la Macédoine du Nord et l'Albanie ;

La promotion du mode de vie européen : un nouveau pacte sur la migration et l'asile, sera présenté ainsi que des initiatives pour accroître les investissements dans les compétences des citoyens européens et les aider à maîtriser les enjeux des transitions numérique et écologique. Une nouvelle stratégie globale de l'UE sur l'Union de la sécurité allant de la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée à la prévention et à la détection des menaces hybrides en passant par l'amélioration de la cybersécurité sera également proposée ;

Un nouvel élan pour la démocratie européenne : Le lancement de la conférence sur l'avenir de l'Europe qui associera les citoyens européens à la définition des actions de l'UE sera au centre de cette priorité.

Plus d'info : [le programme de travail de la Commission expliqué](#)

Brèves / Nutizie

Au cœur de l'actualité de l'UE

BREXIT

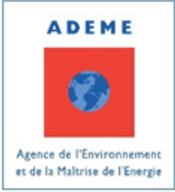
Approbation de l'accord de retrait

Le Parlement européen a approuvé, le 29 janvier dernier, par 621 votes contre 49 l'accord de retrait ordonné négocié entre l'UE et le Royaume-Uni. Le Président du Parlement européen, M. David SASSOLI a tenu à souligner que c'était « *Un jour plein d'émotions (...) Nous sommes reconnaissants pour ce que les Britanniques ont apporté* ». Le Conseil de l'UE a entériné l'accord le 30 janvier. Désormais et jusqu'au 31 décembre 2020, une période de transition court, pendant laquelle le Royaume-Uni continue d'appliquer l'ensemble du droit européen en échange d'un accès entier au marché unique. Pendant ce laps de temps, le négociateur de l'Union européenne pour les futures relations avec le Royaume-Uni, Michel BARNIER et son équipe travailleront à l'obtention d'un accord commercial UE/Royaume-Uni ambitieux. Le démarrage des négociations sur ce futur accord est prévu en mars prochain, après l'accord par les 27 du mandat de négociation.

Plus d'info : voir rubrique « *Bibliothèque* »

CONCURRENCE

Aides d'État : instauration d'un fonds de garantie pour la géothermie profonde en France



La Commission européenne a autorisé la France, via l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), à participer à l'instauration du fond de garantie « [Geodeep](#) ». Ce fond, qui fonctionnera pendant une durée maximale de 10 ans, bénéficiera de 16,1 millions d'€ sous forme d'avances remboursables de la part de l'ADEME, permettant ainsi de garantir des projets dans le secteur de la géothermie profonde. La Commission considère que cette aide participera à la réalisation des objectifs français et européens en matière d'efficacité énergétique et de développement des énergies renouvelables et n'engendrera que peu de distorsions de concurrence, en raison de la forme de l'investissement de l'État sous forme d'avances remboursables.

Aides d'État liées au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre après 2021 (lignes directrices SEQE)

La Commission européenne a lancé le 14 janvier dernier une consultation publique relative à une [révision](#) des lignes directrices SEQE concernant les aides d'État liées au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre après 2021. Ces lignes directrices ont pour objectif de réduire, à travers des compensations sous formes de subventions directes, les risques de fuites de carbone dues à la délocalisation de production vers des États tiers disposant de politiques climatiques moins ambitieuses que dans l'UE. Elles devraient s'appliquer dès 2021 et introduire des changements par rapport à celles actuellement en vigueur tels que :

- La réduction du nombre de secteurs bénéficiant d'une compensation afin de se focaliser sur les secteurs présentant le plus de risques de fuite de carbone comme les secteurs fortement impactés par le commerce international ou les coûts de l'énergie ;
- Un taux de compensation de 75% des coûts des émissions indirectes supportés (85% jusqu'en 2020), ainsi que l'exclusion des technologies dites inefficaces ;
- L'obligation pour les entreprises souhaitant bénéficier d'une compensation de faire des efforts de décarbonation par des audits énergétiques ou la réduction de leur empreinte carbone.

Les différentes parties prenantes peuvent s'exprimer sur cette révision jusqu'au 10 mars prochain.

Plus d'infos : voir rubrique « *Consultations publiques* »

COOPÉRATION INTERNATIONALE ET DÉVELOPPEMENT

Accord-cadre de partenariat entre l'UE et le FMI



La Commission européenne et le Fonds monétaire international (FMI) ont signé un accord-cadre de partenariat le 28 janvier dernier. Cet accord, se substituant à celui de 2017, permet de renforcer la coopération entre l'UE et le FMI concernant des sujets prioritaires tels que le changement climatique. Cet accord permettra également d'améliorer les conclusions d'arrangements contractuels liés aux actions menées conjointement par les 2 institutions afin d'assurer une gestion des finances publiques saine, une gouvernance efficace, un usage approprié des budgets nationaux, le développement des institutions et la mise en application du [programme de développement durable](#) à l'horizon 2030.

L'UE et le FMI sont des partenaires privilégiés qui travaillent en collaboration notamment grâce à des consultations interservices, des projets bilatéraux, des complémentarités entre leurs programmes de soutien respectifs et la mise en œuvre d'instruments de développements des capacités. L'UE est par ailleurs le 1^{er} contributeur extérieur aux actions « développement des capacités » du FMI permettant ainsi la mise en place d'un réseau de centres régionaux d'assistance technique dans des pays tiers.

ÉDUCATION, JEUNESSE, SPORT ET CULTURE

Rapport annuel Erasmus + 2018



La Commission européenne a publié le 28 janvier dernier le [rapport](#) annuel du programme Erasmus + en 2018 mettant en évidence que ce sont plus de 10 millions de personnes qui ont profité du programme de mobilité ces 30 dernières années.

Pour l'année 2018, le budget s'élevait à 2,8 milliards d'€ soit 10% de plus qu'en 2017 et a permis de financer 23.500 projets. Ces projets ont permis à 850.000 individus de profiter d'un programme de mobilité en tant qu'enseignants, étudiants, apprentis ou animateurs socio-éducatifs. Plus de 40.000 étudiants, stagiaires ou employés des établissements d'enseignement supérieur ont participé à des échanges entre l'UE et des pays partenaires du monde entier pendant l'année scolaire 2017/2018. Outre le secteur de l'enseignement, près de 200 projets ont été financés dans le domaine du sport parmi lesquels 118 ont été portés par des organisations sportives locales. Le programme a par ailleurs pris part aux activités menées dans le cadre de l'Année européenne du Patrimoine culturel.

EMPLOI, AFFAIRES SOCIALES ET INCLUSION

Présentation de la feuille de route sociale de la CE



La Commission a présenté une communication sur la construction d'une Europe sociale forte pour des transitions justes qui précise comment la politique sociale européenne contribuera à relever les défis et présente une série de mesures à prendre à l'échelon européen.

Les différentes initiatives à venir qui contribueront à la mise en œuvre du socle de l'UE, concerneront, au 1^{er} trimestre 2020, le lancement d'une 1^{ère} phase de consultation des partenaires sociaux sur les salaires minimums équitables, une stratégie sur l'égalité des genres et des mesures contraignantes pour garantir la transparence des salaires, le renouvellement de la stratégie pour les compétences et une stratégie industrielle ainsi qu'une stratégie pour les PME, comprenant toutes 2 un volet social important.

Les autres actions clés de l'année 2020 concerneront le renforcement de la garantie pour la jeunesse, un plan d'action actualisé pour l'éducation numérique, un livre vert sur le vieillissement, une stratégie en faveur des personnes handicapées, un rapport sur la démographie, un sommet sur le travail via les plateformes numériques, une initiative sur l'égalité et l'inclusion des Roms et un régime européen de réassurance chômage.

En parallèle, la Commission lance une consultation européenne sur le socle des droits sociaux (voir rubrique « consultations ») ouverte à l'ensemble des parties intéressées jusqu'au 30 novembre prochain.

Publication des chiffres du chômage au niveau européen

euromstat  Selon les dernières données disponibles d'Eurostat, le taux de chômage dans les 28 États membres de l'UE en décembre 2019 était à son niveau le plus bas depuis les années 2000, soit 6,2%. Le taux de chômage dans la zone € était quant à lui de 7,4%. Les États membres ayant les taux de chômage les plus bas en décembre 2019 sont la République tchèque (2 %), l'Allemagne et les Pays-Bas (3,2% chacun), alors que les États membres ayant les taux de chômage les plus importants sont la Grèce (16,6%) et l'Espagne (13,7%). En décembre 2019, le taux de chômage en France se situait à 8,4%.

Plus d'info : [ici](#)

Capitales européennes 2020

Chaque année plusieurs villes européennes sont distinguées dans plusieurs domaines. En 2020, outre les capitales européennes de la culture de Rijeka (Croatie) et Galway (Irlande) (Échos d'Europe n°128), les 5 villes suivantes accueilleront plusieurs événements en lien avec leur distinction.

Lisbonne (Portugal) - Capitale européenne verte



Succédant à Oslo, Lisbonne est devenue depuis le 11 janvier dernier la capitale verte européenne célébrant ainsi l'engagement de la ville en matière de développement durable notamment dans le secteur de la mobilité durable : développement du réseau de transport en commun, multiplication des bornes de recharges électriques, lancement en 2017 d'un système de vélo en libre-service. La ville aurait ainsi réduit ses émissions de CO2 de 50% entre 2002 et 2014 et sa consommation d'énergie de 23%. 20.000 arbres seront plantés dans la ville en 2020 tandis que des mesures de sensibilisation et d'informations relatives à l'environnement seront développées. Les efforts en termes de mobilité durable seront poursuivis de manière à ce que les déplacements en voiture ne représentent à l'horizon 2030 que 33% des déplacements contre 57% aujourd'hui.

Amiens (France) - Capitale européenne de la jeunesse



En 2020, Amiens, dont plus de la moitié de la population est âgée de moins de 20 ans, est devenue la 1^{ère} ville française à détenir le titre de Capitale européenne de la Jeunesse. La [stratégie](#) « Amiens for Youth » mise en œuvre à cette occasion doit permettre aux jeunes de s'épanouir en élaborant des activités spécifiques autour de 4 volets :

- L'employabilité ;
- Les jeunes, acteurs de la Cité ;
- L'inclusion des jeunes exclus ;
- Une citoyenneté européenne affirmée.

Plusieurs événements centrés autour de la Jeunesse rythmeront l'année 2020.
Plus d'infos : [ici](#)

Malaga (Espagne) et Göteborg (Suède) - Capitales européennes du tourisme intelligent



Le prix de capitale européenne du tourisme intelligent mis en place en 2019, met en avant 2 villes européennes qui ont su :

- Mettre en place des solutions innovantes, intelligentes et globales dans le domaine du tourisme ;
- Utiliser leur capital territorial, social et humain au bénéfice du développement touristique, de la croissance de la ville et d'une meilleure qualité de vie de ses citoyens ;
- Développer une offre touristique autour de la valorisation d'atouts locaux tout en assurant le respect des communautés locales ;
- Faciliter l'accès aux services et aux produits touristiques grâce aux technologies innovantes et à la multimodalité de leurs services.

En 2020, ce sont ainsi les villes de Göteborg et de Malaga qui bénéficieront de ce titre et du soutien d'un groupe d'experts en matière de communication et d'image de marque. Elles recevront également en récompense une grande sculpture interactive célébrant leur engagement d'un tourisme durable, accessible, numérique et culturel. 4 autres prix ont également été décernés aux villes qui se sont distinguées en termes de durabilité (Göteborg - Suède), d'accessibilité (Breda - Pays-Bas), de numérisation (Ljubljana - Lituanie) et de patrimoine culturel et créativité (Karlsruhe - Allemagne).

Plus d'infos : [ici](#)

Malaga (Espagne) - Capitale européenne du sport



Malaga offre une grande variété d'infrastructures sportives et abrite de nombreuses associations dans ce domaine permettant à un public diversifié de faire de l'exercice de manière individuelle, collective, autonome ou accompagné. Ces dernières années, l'indicateur de pratiques sportives est passé de 20% à 50% de la population. De plus, de par sa situation géographique et son climat accueillant, Malaga a su également tourner une partie de son activité touristique vers le sport. Pendant l'année 2020, plusieurs manifestations sportives seront organisées telles que des compétitions sportives, des trails touristiques, des événements de promotion autour de l'activité physique et sportive, etc.

Plus d'infos : [ici](#)

Communication sur la conférence pour le futur de l'Europe

Pour qu'elle aboutisse à des actions concrètes et des résultats tangibles, la Commission a présenté, dans une [communication](#) adoptée le 22 janvier dernier, sa vision de la conférence sur le futur de l'Europe. La conférence pourrait s'ouvrir officiellement le 9 mai prochain à Dubrovnik (Croatie), à l'occasion des 70 ans de la Déclaration Robert Schuman et durer 2 ans et demi. Elle comprendrait une série de dialogues citoyens notamment sur le contenu des politiques publiques européennes comme la lutte contre le changement climatique et les défis liés à l'environnement, l'économie au service des personnes, l'égalité et l'équité sociales, la transformation numérique, la promotion des valeurs européennes, le renforcement de la voix de l'UE dans le monde, ou la consolidation des fondements démocratiques de l'Union et l'architecture institutionnelle comme les listes transnationales pour les élections du Parlement européen ou le système des « *Spitzenkandidaten* ».

Afin d'échanger avec un maximum de citoyens, et en particulier les jeunes, la Commission fera appel à des réseaux déjà présents comme le corps européen de solidarité, DiscoverEU ou Erasmus. D'autres formes de dialogues plus conventionnels seront également exploitées, comme une plateforme multilingue qui compilerait l'ensemble des travaux et des contributions et retransmettrait les débats.

Outre cette communication de la Commission, la résolution du Parlement européen du 15 janvier dernier (voir rubrique « *Bibliothèque* ») et les conclusions du Conseil européen de décembre 2019, les 3 institutions européennes devraient collaborer et présenter une déclaration commune qui définirait le format, le calendrier et les objectifs partagés de la Conférence sur l'avenir de l'Europe.

MOBILITÉ ET TRANSPORTS

Plan européen pour la sécurité dans le secteur de l'aviation



L'Agence européenne pour la sécurité aérienne (EASA) a publié [une feuille de route](#) « Plan européen pour la sécurité dans le secteur de l'aviation » concernant la sécurité dans le secteur de l'aviation pour la période 2020-2024. Ce document prévoit ainsi près de 180 actions liées à la formation des équipages, à la gestion du trafic aérien, à la mobilité aérienne dans les villes ainsi qu'au développement de nouvelles technologies telles que les drones, les avions supersoniques ou l'intelligence artificielle.

POLITIQUE RÉGIONALE ET URBAINE

Le Fonds de transition juste

Dans le cadre du Plan d'investissement pour une Europe durable, la Commission européenne a présenté le 14 janvier dernier le 8^{ème} Fonds structurel de la politique de cohésion, le Fonds de transition juste (FTJ).

Selon [la proposition de la Commission](#), le FTJ devrait être doté de 7,5 milliards d'€ de fonds propres, complétés par 11 milliards d'€ des Fonds structurels et d'investissement et de cofinancements nationaux. Tous les États membres pourraient potentiellement être éligibles au FTJ sur la base d'indicateurs précis tels que le taux d'émission de gaz à effet de serre des installations industrielles dans les régions à forte intensité de carbone, le taux d'emploi dans l'industrie de ces régions, les emplois liés à l'extraction du charbon, du lignite ou dans la production de tourbe et de schiste bitumineux. Des investissements tels que la réhabilitation et la décontamination de sites, les projets d'assainissement et de réaffectation des terrains ou le déploiement de technologies et d'infrastructures pour des énergies propres abordables, dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables ou le perfectionnement et la reconversion des travailleurs seront possibles. Une liste d'activités interdites est également proposée comme les investissements en faveur d'entreprises en difficulté, le démantèlement ou la construction de centrales nucléaires, la production, transformation et commercialisation du tabac, les investissements liés à la production de combustibles fossiles et les investissements dans les infrastructures de haut débit dans des zones où il existe au moins 2 réseaux à haut débit de catégorie équivalente.

Le processus de programmation et les propositions d'identification des territoires éligibles seront détaillés dans le cadre du Semestre européen.

Lors de sa présentation aux États membres, l'accueil fait à la proposition de FTJ a été globalement réservé, à l'exception des États membres clairement bénéficiaires, comme la Pologne, l'Allemagne, la République tchèque, la Bulgarie ou la Roumanie.

RÉSEAUX DE COMMUNICATION, CONTENU ET TECHNOLOGIES

5G : boîte à outils de la Commission européenne

Suite à la publication en octobre dernier du [rapport sur l'évaluation coordonnée pour l'UE des risques liés à la cybersécurité des réseaux de 5^{ème} génération \(5G\)](#) (Échos d'Europe n°126), la Commission européenne a élaboré en accord avec les États membres une [boîte à outils](#) commune de mesures d'atténuation des risques liés à la cybersécurité des réseaux 5G.

La 5G est une technologie porteuse qui devraient représenter un marché mondial de 225 milliards d'€ en 2025. Les services numériques vont de fait se développer avec la 5G notamment en ce qui concerne les objets connectés mais aussi les services publics et privés (banques, énergie, transport, santé ou industrie). Selon la Commission européenne, l'UE serait l'une des régions du monde les plus avancées dans ce domaine. Des services en 5G seraient ainsi disponibles dès la fin de l'année 2020 dans 138 villes de l'UE. La cybersécurité représente un enjeu de 1^{er} plan dans le développement de ce réseau présentant de nombreux risques en raison de sa configuration (architecture décentralisée, dépendance à l'égard des fournisseurs de logiciels, nécessité d'avoir un grand nombre d'antennes).

Pour répondre à l'ensemble des risques liés aux réseaux 5G, la boîte à outils recommandent, dans un souci d'efficacité maximale, de combiner les différents types de mesures :

- Les États membres devront se doter d'un ensemble de compétences stratégiques afin de pouvoir :
 - renforcer les exigences de sécurité pour les opérateurs de réseau mobile ;
 - évaluer les profils de risque des fournisseurs et leur appliquer des restrictions ou des exclusions ;
 - contrôler le fait que chaque opérateur recourt à plusieurs fournisseurs pour éviter toute dépendance ;
 - garantir un équilibre suffisant entre les fournisseurs au niveau national et éviter la dépendance à l'égard des fournisseurs à haut risque ;
- La Commission européenne conjointement aux États membres devra faciliter la coordination entre États membres et veiller à conserver « une chaîne d'approvisionnement et de valeur durable et diversifiée dans le domaine de la 5G » notamment en mobilisant les instruments législatifs européennes et en renforçant les programmes de financement dans ce domaine ;
- De manière à pouvoir évaluer les risques de manière précise et actualisées, les évaluations devront intégrer de nouveaux risques dans leurs méthodes et être régulières. La coordination entre États membres devra se poursuivre afin d'assurer la convergence des standards de sécurité applicables sur les réseaux 5G.

L'ensemble des mesures présentées dans le cadre de cette boîte à outils devraient être mis en œuvre dans l'UE et les États membres dès le 30 avril prochain. Un rapport conjoint entre la Commission et les États membres publié d'ici le 30 juin prochain permettra une 1^{ère} évaluation de ces mesures.

SANTÉ ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Activation du mécanisme de protection civile de l'UE

La France a fait appel au mécanisme de protection civile de l'UE pour l'appui consulaire des citoyens européens à Wuhan en Chine et l'organisation de leur rapatriement. Les citoyens de l'UE présents dans la région concernée, s'ils sont en bonne santé ou asymptomatiques, et qui souhaitent être rapatriés peuvent en faire la demande, quelle que soit leur nationalité et l'UE cofinancera les frais de transport des avions. Le centre de réaction d'urgence de l'UE est également sollicité pour coordonner les arrivées et les mises en place de quarantaine. Sur tous les aspects médicaux de l'épidémie du coronavirus, la Commission, qui est compétente pour organiser la coordination entre les États membres, a mobilisé le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies, en contact permanent avec l'Organisation mondiale de la Santé. En parallèle, la Commission vient de lancer en urgence un appel à manifestation d'intérêt dans le cadre du programme européen de recherche Horizon 2020 (échéance au 12 février 2020) pour soutenir la recherche sur ce nouveau coronavirus, contribuer à une gestion clinique plus efficace des patients infectés et améliorer la préparation et la réponse sanitaire. Une enveloppe de 10 millions d'€ est ainsi prévue pour financer entre 2 à 4 projets.

Plus d'info : voir rubrique « *Appels à propositions* »

Appels à propositions / Chjama à pruposta

Liste des appels à proposition européens en cours

AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL

MULTI-2020 - [Programmes multiples : subventions en faveur d'actions d'information et de promotion concernant les produits agricoles réalisées sur le marché intérieur et dans les pays tiers](#) - Échéance : 15/04/2020
SIMPLE-2020 - [Programmes simples : Subventions en faveur d'actions d'information et de promotion concernant les produits agricoles réalisées sur le marché intérieur et dans les pays tiers](#) - Échéance : 15/04/2020

ÉDUCATION, JEUNESSE, SPORT ET CULTURE

EAC/30/2019 - [Prix Jan Amos Comenius pour un enseignement de qualité sur l'Union européenne](#) - Échéance : 06/02/2020
EACEA/27/2019 - [Soutien à l'accès au marché 2020](#) - Échéance : 06/02/2020
EACEA/19/2019 - [Soutien au développement des Jeux Videos Européens 2020](#) - Échéance : 12/02/2020
EACEA 33/2019 - [Soutien à la réforme des politiques « Centres d'excellence »](#) - Échéance : 20/02/2020
EACEA/34/2019 - [Soutien à la réforme des politiques « Inclusion sociale et valeurs communes »](#) - Échéance : 26/02/2020
EACEA25/2019 - [Soutien à l'éducation cinématographique](#) - Échéance : 12/03/2020
EACEA/24/2019 - [Réseaux de cinéma 2020](#) - Échéance : 28/05/2020
EACEA/23/2019 - [Promotion des œuvres audiovisuelles en ligne 2020](#) - Échéance : 07/04/2020
EACEA/26/2019 - [Soutien aux festivals 2020](#) - Échéance : 12/05/2020
CREA-INNOVLAB-2020 - [Faire le pont entre la culture et le contenu audiovisuel grâce au numérique](#)
Échéance : 14/05/2020
EACEA/22/2019 - [Soutien automatique aux agents de distribution et de vente 2020](#) - Échéance : 08/09/2020

L'Europe pour les citoyens : EACEA52/2019 - subventions aux actions 2020

[Réseaux de villes](#) - Échéance : 3/03/2020 et 1/09/2020

[Jumelage de villes](#) - Échéance : 1/09/2020

[Projets de la société civile](#) - Échéance : 1/09/2020

Erasmus + - EAC/A02/2019 - Erasmus + 2020

Action clé n° 1 (AC 1) - Mobilité des individus à des fins d'éducation et de formation

Mobilité des individus dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la jeunesse

Échéances : 5/02/2020 ; 30/04/2020 ; 1/10/2020

Masters communs [Erasmus Mundus](#) - Échéance : 13/02/2020

Action clé n° 2 (AC 2) - Coopération en matière d'innovation et d'échanges de bonnes pratiques

Partenariats stratégiques dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la jeunesse

Échéances : 5/02/2020 ; 24/03/2020 ; 30/04/2020 ; 1/10/2020

[Universités européennes](#) - Échéance : 26/02/2020

[Alliances de la connaissance](#) - Échéance : 26/02/2020

Alliances sectorielles pour les compétences - Échéance : 26/02/2020

[Renforcement des capacités dans le domaine de l'enseignement supérieur 2020](#) - Échéance: 5/02/2020

Renforcement des capacités dans le domaine de la jeunesse - Échéance: 5/02/2020

Action clé n°3 (AC3) - Soutien à la réforme des politiques

Projets « dialogue de l'Union européenne en faveur de la jeunesse »

Échéances : 5/02/2020 ; 30/04/2020 ; 1/10/2020)

EACEA/33/2019 - [Centres de formation d'excellence](#) - Échéance : 20/02/2020

EACEA/34/2019 - [Inclusion sociale et valeurs communes : la contribution dans le domaine de l'éducation et de la formation](#) - Échéance : 25/02/2020

[Expérimentations de politique européenne dans le domaine de l'éducation et de la formation menées par des autorités publiques de haut niveau](#) - Échéance : 21/04/2020

Activités Jean Monnet

Chaires, modules, centres d'excellence, soutien aux associations, réseaux, projets - Échéance: 20/02/2020

Sport

[Partenariats collaboratifs, partenariats collaboratifs à petite échelle et manifestations sportives européennes à but non lucratif](#) (Échéance: 2/04/2020)

EMPLOI, AFFAIRES SOCIALES ET INCLUSION

VP/2019/015 - [Actions visant à stimuler le développement des marchés financiers pour les entreprises sociales](#) - Échéance : 31/03/2020

ÉNERGIE

[Journée de l'Énergie](#) (local) - Échéance : juin 2020

JUSTICE

REC-RGEN-WWLB-AG-2020 - [Comblant les écarts entre les sexes au cours de la vie](#) - Échéance : 1/04/2020

REC-RCIT-CITI-AG-2020 - [Améliorer la sensibilisation aux droits de citoyenneté de l'UE et à l'inclusion des citoyens mobiles de l'UE et pour soutenir la coordination entre les autorités nationales compétentes en matière électorale](#) - Échéance : 1/04/2020

REC-RDAP-GBV-AG-2020 - [Prévenir et combattre toutes les formes de violence à l'égard des enfants, des jeunes et des femmes](#)
Échéance : 1/04/2020

REC-RDIS-DISC-AG-2020 - [Promouvoir la mise en œuvre effective du principe de non-discrimination](#) - Échéance : 1/04/2020

REC-RRAC-RACI-AG-2020 - [Prévenir et combattre le racisme, la xénophobie, l'homophobie et d'autres formes d'intolérance et pour surveiller, prévenir et contrer les discours de haine en ligne](#)
Échéance : 15/04/2020

REC-RCHI-PROF-AG-2020 - [Renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'enfant](#) - Échéance : 29/04/2020

MARCHÉ INTÉRIEUR, INDUSTRIE, ENTREPRENEURIAT ET PME

AAL-Prize - [3^{ème} Prix du vieillissement intelligent](#) - Échéance : 26/02/2020

MOBILITÉ ET TRANSPORTS

2019_CEF_Transport_MAP - [MIE : transport 2019](#)

Échéance : 26/02/2020

CEF_Blending_Facility - [MIE Transport : Blending Facility](#)

Échéances : 14/02/2020 ; 15/05/2020 ; 28/08/2020 ; 13/11/2020 ; 15/02/2021

RECHERCHE ET INNOVATION

NSUP-1-2020 - [Favoriser la coopération transnationale entre les structures de soutien nationales \(par exemple les points de contact nationaux\): assurer une transition entre Horizon 2020 et Horizon Europe](#)

Échéance : 26/03/2020

Actions Marie Curie

MSCA-RISE-2020 - [échanges de personnel de recherche et innovation](#)

Échéance: 2/04/2020

Économie bleue

EMFF-2019 - [Blue Invest : investir dans l'innovation bleue](#)

Échéance: 27/02/2020

Énergie

LC-SC3-RES-10-2020 - [Approvisionnement pré-commercial d'un fournisseur d'énergie 100% renouvelable](#) - Échéance: 26/03/2020

LC-SC3-JA-5-2020 - [Partenariat à long terme entre l'Union européenne et l'Afrique pour la promotion de la recherche et l'innovation dans le domaine des énergies renouvelables](#) - Échéance: 26/03/2020

FCH_2_JU - [Piles à combustible et hydrogène 2](#) - Échéance: 21/04/2020

CONSULTATIONS PUBLIQUES

AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL

[Évaluation des règles d'étiquetage d'origine pour la viande](#)

Échéance: : 02/03/2020

CONCURRENCE

[Évaluation des règles de concurrence de l'UE sur les accords horizontaux entre entreprises](#)

Échéance: : 12/02/2020

[Prolongation des lignes directrices de l'UE concernant les aides d'État dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales](#)

Échéance : 20/02/2020

[Prolongation des règlements d'exemption par catégorie pour l'agriculture, la sylviculture, les zones rurales, la pêche et l'aquaculture et du règlement sur les aides de minimis pour la pêche et l'aquaculture](#)

Échéance : 20/02/2020

[Consultation publique sur le projet de lignes directrices concernant les aides d'État dans le domaine du système d'échange de quotas d'émissions \(ETS\)](#) - Échéance : 10/03/2020

EMPLOI, AFFAIRES SOCIALES ET INCLUSION

[Évaluation du soutien du Fonds social européen à l'éducation](#)

Échéance: : 24/02/2020

[Le renforcement de l'Europe sociale](#)

Échéance : 30/11/2020

JUSTICE ET CONSOMMATEURS

[Évaluation de la stratégie antidrogue de l'UE 2013-2020](#)

Échéance: : 4/02/2020

MARCHE INTÉRIEUR, INDUSTRIE, ENTREPRENEURIAT ET PME

[Étiquetage des substances parfumantes allergènes](#)

Échéance: : 4/02/2020

Espace

H2020-SPACE-2018-2020 - [Observation de la Terre, Espace, business, entrepreneuriat et éducation, Technologies spatiales, science et exploration](#) - Échéance: 5/03/2020
H2020-SPACE-EGNSS-2019-2020 - [Actions EGNSS](#) - Échéance: 5/03/2020

Infrastructures de recherche

INFRA supp-02-2020 - [Étude de design](#) - Échéance: 17/03/2020
INFRAINNOV-03-2020 - [Plateforme de co-innovation liées aux technologies d'infrastructures de recherche](#)
Échéance: 17/03/2020
INFRAINNOV-04-2020 - [Pilotes d'innovation](#) - Échéance: 17/03/2020
INFRAIA-02-2020 - [Activités d'intégration pour les communautés débutantes](#) - Échéance: 17/03/2020
INFRAIA-03-2020 - [Pilote pour un nouveau modèle d'activités d'intégration](#) - Échéance: 17/03/2020

PME

H2020-EIC-SMEINST-2018-2020 - [Instrument PME \(phase 1\)](#)
Échéances: 12/02/2020, 06/05/2020, 02/09/2020, 04/11/2020
H2020-EIC-SMEINST-2018-2020 - [Instrument PME \(phase 2\)](#)
Échéances: 18/03/2020, 19/05/2020, 07/10/2020

Santé

SC1-PHE-CORONAVIRUS-2020 - [Faire progresser les connaissances pour la réponse clinique et de santé publique à l'épidémie de 2019-nCoV](#) - Échéance : 12/02/2020
SC12020 - [Santé, Changement Démographique et Bien-être](#) - Échéance : 7/04/2020
IMI2-2020-20 - [IMI : Initiative Médecines Innovantes](#) - Échéance : 21/04/2020

Science avec et pour la Société

SwafS-01-2018-2019-2020 - [Scolarité ouverte et collaboration sur l'enseignement des sciences](#)
Échéance: 15/04/2020
SwafS-08-2019-2020 - [Besoins d'innovation en recherche et formation professionnelle dans les programmes de doctorat](#) - Échéance: 15/04/2020
SwafS-09-2018-2019-2020 - [Aider les organismes de recherche à mettre en œuvre des plans pour l'égalité des sexes](#) - Échéance: 15/04/2020
SwafS-14-2018-2019-2020 - [Soutenir le développement de la recherche et de l'innovation responsables territoriales](#) - Échéance: 15/04/2020
SwafS-19-2018-2019-2020 - [Bilan et réexamen du rôle de la communication scientifique](#) - Échéance: 15/04/2020
SwafS-23-2020 - [Ancrer l'IRR dans la société en mettant l'accent sur la science citoyenne](#) - Échéance: 15/04/2020
SwafS-24-2020 - [Enseignement des sciences en dehors de la salle de classe](#) - Échéance: 15/04/2020
SwafS-25-2020 - [Violence basée sur le genre, y compris le harcèlement sexuel dans les organismes de recherche et les universités](#) - Échéance: 15/04/2020
SwafS-26-2020 - [Innovateurs du futur: combler l'écart entre les sexes](#) - Échéance: 15/04/2020
SwafS-27-2020 - [Science citoyenne pratique et innovation frugale](#) - Échéance: 15/04/2020
SwafS-28-2020 - [L'éthique des organoïdes](#) - Échéance: 15/04/2020
SwafS-29-2020 - [L'éthique des technologies à fort impact socio-économique](#) - Échéance: 15/04/2020
SwafS-30-2020 - [Une science ouverte responsable: une perspective d'éthique et d'intégrité](#)
Échéance: 15/04/2020
SwafS-31-2020 - [Approche ascendante pour construire la base de connaissances](#) - Échéance: 15/04/2020

Sociétés inclusives

H2020-SC6-TRANSFORMATIONS-2020 - [Transformations socioéconomiques et culturelles dans le contexte de la 4^{ème} révolution industrielle](#) - Échéance: 12/03/2020
H2020-SC6-GOVERNANCE-2020 - [Gouvernance](#) - Échéance: 12/03/2020
H2020-SC6-MIGRATION-2020 - [Migration](#) - Échéance: 12/03/2020

Transports

JTI-CS2-2020 - [Clean Sky 2](#) - Échéance : 28/04/2020
SESAR-VLD2-01-2020 - [SESAR : utilisation optimisée de l'espace aérien](#) - Échéance : 29/04/2020
SESAR-VLD2-02-2020 - [SESAR : Gestion intégrée de la trajectoire](#) - Échéance : 29/04/2020
SESAR-VLD2-03-2020 - [SESAR : Capacités et services de l'espace U pour permettre la mobilité aérienne urbaine](#) - Échéance : 29/04/2020
SESAR-VLD2-04-2020 - [SESAR : Durabilité environnementale](#) - Échéance : 29/04/2020
H2020-MG-2018-2019-2020 - 2018-2020 - [Mobilité pour la croissance](#) - Échéance : 8/09/2020
Space-EICPrize-2019 - [Prix Horizon EIC pour le «lancement spatial européen à faible coût»](#)
Échéance : 1/06/2021

Technologies futures et émergentes (FET)

FETOPEN-01-2018-2019-2020 - [Open Challenging Current Thinking](#) - Échéance : 13/05/2020

ACTION POUR LE CLIMAT

[Rapport de la Commission sur le fonctionnement du marché européen du carbone](#)

AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

[Communication de la Commission sur le Plan d'investissement pour une Europe durable - Plan d'investissement du pacte vert pour l'Europe](#)

AGRICULTURE ET DEVELOPPEMENT RURAL

[Règlement d'exécution \(UE\) 2020/132 de la Commission du 30 janvier 2020 prévoyant une mesure d'urgence sous la forme d'une dérogation à l'article 45, paragraphe 3, du règlement \(UE\) n° 1308/2013 en ce qui concerne la contribution de l'Union à la mesure de promotion dans le secteur vitivinicole](#)

[Règlement d'Exécution \(UE\) 2020/133 de la Commission du 30 janvier 2020 dérogeant au règlement d'exécution \(UE\) 2016/1150 portant modalités d'application du règlement \(UE\) n° 1308/2013 en ce qui concerne les programmes d'aide nationaux dans le secteur vitivinicole](#)

[Rapport spécial 04/2020 de la Cour des comptes européenne : « Nouvelles technologies d'imagerie et suivi de la politique agricole commune : des progrès constants dans l'ensemble, quoique plus lents dans le domaine de l'environnement et du climat »](#)

BREXIT

[Déclaration politique fixant le cadre des relations futures entre l'Union européenne et le Royaume-Uni 2020/C 34/01](#)

[Questions et réponses sur le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne le 31 janvier 2020](#)

[Décision \(UE\) 2020/121 du Conseil du 28 janvier 2020 concernant la mise en place du groupe de travail sur le Royaume-Uni présidé par le secrétariat général du Conseil, et abrogeant la décision \(UE\) 2017/900](#)

[Proposition de décision du Conseil portant modification de la décision \(UE\) 2019/274 relative à la signature, au nom de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique, de l'accord sur le retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique](#)

ENVIRONNEMENT

[Décision d'exécution \(UE\) 2020/96 de la Commission du 28 novembre 2019 arrêtant la treizième actualisation de la liste des sites d'importance communautaire pour la région biogéographique méditerranéenne](#)

[Rapport spécial 01/2020 de la Cour des comptes européenne « Actions de l'UE dans le domaine de l'écoconception et de l'étiquetage énergétique : une contribution importante à l'efficacité énergétique, malgré des retards considérables et un non-respect de la réglementation »](#)

EMPLOI, AFFAIRES SOCIALES ET INCLUSION

[Communication de la Commission « une Europe sociale forte pour des transitions justes »](#)

[Proposition de décision du Conseil autorisant les États membres à ratifier, dans l'intérêt de l'Union européenne, la convention \(n 190\) sur la violence et le harcèlement, 2019, de l'Organisation internationale du travail](#)

INSTITUTIONS EUROPÉENNES

[Déclaration commune de la présidente VON DER LEYEN, du président MICHEL et du président SASSOLI à l'occasion du 75^{ème} anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz-Birkenau](#)

[Communication « Programme de travail de la Commission pour 2020 - Une Union plus ambitieuse » et annexe](#)

[Communication de la Commission « Donner forme à la conférence sur l'avenir de l'Europe »](#)

[Résolution du Parlement européen concernant la Conférence sur l'avenir de l'Europe](#)

[Décision \(UE\) 2020/102 du Conseil du 20 janvier 2020 portant nomination des membres et suppléants du Comité des régions pour la période allant du 26 janvier 2020 au 25 janvier 2025](#)

MARCHÉ INTÉRIEUR, INDUSTRIE, ENTREPRENEURIAT ET PME

[Rapport spécial 02/2020 de la Cour des comptes européenne, « L'instrument PME dans la pratique : un programme efficace et innovant face à ses défis »](#)

POLITIQUE RÉGIONALE ET URBAINE

[Proposition de règlement établissant le Fonds pour une transition juste et annexes](#)

[Proposition modifiée de règlement portant dispositions communes relatives au FEDER, au FSE +, au Fonds de cohésion et au FEAMP, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile et migration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument relatif à la gestion des frontières et aux visas](#)

RÉSEAUX DE COMMUNICATION, CONTENU ET TECHNOLOGIES

[Communication de la Commission « Sécurité du déploiement de la 5G dans l'UE – Mise en œuvre de la boîte à outils de l'UE »](#)